

L'ESPOIR HAUTE-VIENNE

Dispensé de timbrage Limoges C.T.C.

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

DÉPOSÉ LE 22/05/2008

Mensuel - N° 277 - Avril/Mai 2008 - Fédération Socialiste de la Haute-Vienne - 9, Boulevard de la Cité - 87000 LIMOGES
e-mail : ps87@wanadoo.fr Téléphone 05 55 34 49 86 Télécopie 05 55 32 16 51

Quelques réflexions sur les scrutins de mars dernier

■ Le point sur les municipales...

A l'issue de la séquence électorale que nous venons de vivre, le premier bilan que nous pouvons tirer est évidemment positif. Le PS demeure, et de loin, la première force politique dans notre département. A titre d'exemple, 10 villes de plus de 3500 habitants (dont Limoges !) sur 16 ont des maires socialistes et nous sommes majoritaires dans l'aire urbaine qui est la plus peuplée. Le maillage en secteur rural reste bon avec des socialistes présents à la tête de nombreux chefs lieux de canton et de beaucoup de communes rurales.

N'oublions pas que ce scrutin, certes local, s'est déroulé dans un contexte défavorable à la droite sur le plan national. C'est bien un signal qu'une large partie de l'électorat a voulu adresser à Sarkozy à l'issue d'une année (précédée déjà de 5 ans de pouvoir à droite) qui n'a cessé de voir les inégalités se creuser. Pour autant ce signal doit être interprété comme un message en direction des socialistes pour qu'ils préparent une alternative future.

Ce scrutin s'est aussi déroulé dans un contexte où l'antisocialisme a parfois primé chez certains. Dans quelques communes, des alliances des plus baroques ont pu surgir rassemblant en même temps la droite et des personnes issues de courant le plus à gauche que nous et ce dans l'espoir de brouiller les cartes. La préparation de cette élection a également confirmé la difficulté de trouver à l'échelon départemental des interlocuteurs chez nos partenaires de gauche pleinement représentatifs et en capacité de prendre des décisions et des engagements...

Pour autant et malgré ces résultats encourageants qui ont confirmé l'enracinement de bon nombre de nos élus, il ne saurait être question de se reposer sur de quelconques lauriers. Les scores décevants de plusieurs communes, tant urbaines que rurales, doivent nous alerter et nous inciter à la réflexion afin d'en tirer un certain nombre d'analyses pour préparer au mieux l'avenir.

Ces élections ont été marquées par l'importance aux yeux de nos concitoyens de la proximité qu'élus et candidats doivent développer en permanence avec la population. La mise en avant de l'étiquette politique, et nous savons la valeur que le point et la rose peuvent avoir, est une condition nécessaire mais non suffisante.

Ce scrutin a parfois été compliqué par la mise en œuvre de compétences délicates notamment dans le cadre des structures intercommunales. Certains élus n'ont pas toujours été récompensés par le courage dont ils ont fait preuve au sein de ces structures. Ceci doit nous amener en permanence à réfléchir à la façon dont nous devons communiquer auprès de la population.

Il convient également de tenir compte dans la gestion municipale des rythmes électoraux, tout particulièrement dans le calendrier des projets à

(suite page 2)

Brèves...

■ Même Claude ESTIER



Notre camarade Claude ESTIER, ancien Président du Groupe Socialiste du Sénat était à Limoges le 18 avril pour dédicacer son dernier ouvrage : «j'en ai tant vu». Témoin et acteur de tant d'événements jalonnant l'histoire récente de la Gauche et du Parti Socialiste, Claude ESTIER s'est toujours signalé dans ses écrits par une très grande courtoisie et un très grand fair-play lorsqu'il évoquait telle ou telle personnalité. La seule «volée de bois vert» qu'il administre dans son livre est destiné à Claude ALLEGRE dont, en effet, nous n'avons pas fini de découvrir l'esprit de félonie !

■ Discipline républicaine : une valeur en baisse

Lors des rencontres avec les représentants de la Fédération Communiste, les délégués de la Fédération Socialiste ont fait observer que pour les élections municipales, les adhérents du PC participaient fréquemment selon les communes à toutes sortes d'alliances parfois même contre le Parti Socialiste.

Réponse d'un Permanent du PC de la Haute-Vienne : «chez les communistes on n'exclut plus !» Et dans tout cela que devient la discipline républicaine ?

mener dans une commune. De même, nous avons pu constater que ce type de scrutin doit nécessairement se préparer très largement en amont et ce afin de réaliser au plus tôt l'unité au sein de nos militants. Il existe bien un calendrier de désignation de nos candidats mais nous ne pouvons pas seulement nous en contenter.

Ces élections nous ont aussi rappelé l'importance de procéder à des rassemblements les plus larges possibles et ce à un moment où la droite sort exsangue de ce scrutin sur le plan départemental. Nous devons plus que jamais rassembler la gauche afin d'empêcher des positionnements flous qui à terme ne feront que le jeu de nos adversaires.

Souignons enfin le rôle que certains médias de presse écrite ont pu, ou voulu, jouer. Sans tomber dans une critique à tout va des médias, piliers de la vie démocratique, nous

avons cependant pu être étonné du ton utilisé parfois à l'encontre de nos candidats. Si nous ne demandons pas de favoritisme, nous demandons au moins à être traités sur le même pied d'égalité...

Ces quelques réflexions, qui devront être approfondies collectivement, devront nous amener à préparer au mieux le futur et le rôle que la fédération devra assurer. Au delà d'une simple gestion du processus de désignation de nos candidats et du respect de la démocratie militante, les responsables fédéraux devront être, en lien avec les élus, au plus près des militants pour préparer les futures échéances électorales et les accompagner dans la préparation des relèves. Seul un travail de longue haleine permettra aux socialistes de construire les victoires de demain !

Laurent LAFAYE

■ ...et sur les cantonales

Les élections cantonales ont été marquées tout à la fois par une participation des citoyens supérieure à celle des élections municipales (70% contre 67%) et par une grande stabilité, avec une composition des groupes politiques demeurée identique et un groupe socialiste fort de 27 membres, soit 64,30% de l'Assemblée départementale.

Au-delà de ce constat, certains paramètres nécessitent d'être analysés :

Nous avons connu un nombre très élevé d'élections acquises au 1^{er} tour, soit 12 sur 21, plus de la moitié, dont 9 pour les socialistes ce qui est inédit. Ces 1^{er} tours confirment la pertinence des désignations et confirment aussi des implantations locales bien ancrées, même si on ne peut se cacher que dans certains cantons une absence de candidats de droite a contribué à ces succès dès le 1^{er} tour.

Dans les cantons détenus par l'ADS/PC, notre choix de présenter des candidats PS a fait, vous le savez, l'objet de nombreuses critiques de la part de nos partenaires ; et pourtant je persiste à penser que nous avons eu raison de laisser une liberté totale de choix à nos concitoyens au 1^{er} tour, tant il est à mon sens pour le moins paradoxal que ceux-là mêmes qui sont, en paroles, les chantres de la démocratie directe et participative veuillent brider l'expression démocratique en réduisant le panel des candidatures lors des consultations électorales, temps fort de la vie démocratique de notre pays.

Ce choix a permis à des personnalités nouvelles de «faire un premier tour de piste», de se faire connaître et les scores réalisés par nos candidats sur ces cantons ont d'ailleurs été plus qu'honorables, puisqu'un seul élu ADS, mais il s'agit du maire du Saint-Junien, a été élu au 1^{er} tour. A l'évidence ces candidatures socialistes sont porteuses d'avenir car une bataille électorale préparée très en amont a plus de chances de succès.

La seule ombre au tableau est la défaite de notre camarade Claude VIROLE sur le canton de Châteauneuf-la-Forêt. En la matière, il est plus facile d'analyser après coup et jouer les cassandres que d'anticiper. Je ne peux pour ma part passer sous silence l'important travail réalisé par Claude au sein de l'Assemblée départementale comme Vice-Président aux affaires sociales.

Le passage de relais réussi entre Marcel RAYNAUD et Michel FAGES à Rochechouart et la belle élection d'Annick

MORIZIO à Condat qui a redonné ce canton aux socialistes, augmentant même très sensiblement le score de la gauche, méritent d'être tout particulièrement salués.

L'instauration des remplaçants, placebo à la féminisation introuvable dans nombre de départements, a également permis l'émergence de nouvelles physionomies dans notre paysage politique, attestant s'il en était besoin que là où il y a une volonté, il y a un chemin.

D'ores et déjà, il nous faut réfléchir à la relève entre autre pour les prochaines cantonales, car une élection ne se prépare pas 3 ou 6 mois à l'avance et il est un impératif devoir pour celles et ceux qui sont en responsabilité d'anticiper et de préparer l'avenir.

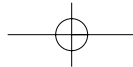
Aujourd'hui, **le nouvel exécutif du Conseil général** est en ordre de marche : il a été **rajeuni** puisque j'ai souhaité que les plus de 70 ans n'assument plus de Vice-Présidence, **féminisé** avec l'arrivée d'Isabelle BRIQUET à la Vice-Présidence au logement et d'Annick MORIZIO comme déléguée à la culture aux côtés de Monique PLAZZI, reconduite comme Vice-Présidente chargée de la vie associative, de l'éducation et de la jeunesse ; **ainsi toutes les conseillères générales socialistes sont-elles membres de l'exécutif départemental.**

Mais, il est vrai qu'une femme Présidente se devait de montrer l'exemple en la matière, c'est pourquoi je m'y suis attachée, même si faire évoluer les choses n'est pas toujours simple et que la seule façon de ne mécontenter personne est de ne rien faire !

Force est de constater que d'une certaine manière, la sphère politique est plus conservatrice en ce domaine que nos concitoyens pour lesquels le critère de choix n'est heureusement pas le sexe du candidat.

Ainsi, à l'issue de ce scrutin et selon les statistiques établies par l'observatoire de la parité, la Haute-Vienne se classe au 3^e rang des départements ayant le plus grand nombre de femmes maires, et dans le peloton de tête des départements pour le nombre de conseillères générales !

Marie-Françoise PEROL-DUMONT



■ Régions, on va changer de thermomètre

A peine achevées les élections cantonales et municipales, la campagne des régionales est déjà lancée... La droite a en effet une revanche à prendre sur les élections de 2004 qui ont donné à la gauche, et singulièrement au PS, 20 régions métropolitaines sur 22 !

Tout est bon : la réforme du scrutin et la critique systématique et infondée.

Quand la température n'est pas la bonne, la solution consiste à changer de thermomètre. Le résultat de 2004 n'a pas été bon pour la droite et l'UMP ; il faut donc changer le mode de scrutin pour espérer s'en sortir. Le système proposé d'une proportionnelle «primée» à un tour va, bien entendu, obliger aux regroupements... Le gouvernement et l'UMP espèrent tirer profit des divisions toujours possibles à gauche et – deuxième bande du billard – obliger le MODEM à choisir son camp !

Quand le gouvernement est empêtré dans ses contradictions fiscales, il cherche des boucs émissaires. Ils sont tout trouvés : les collectivi-

tés territoriales et bien sûr les régions. L'Etat transfère aux collectivités des compétences qu'il n'est plus en mesure d'exercer convenablement et qui coûteront plus cher dans les années à venir, sans assurer le transfert financier, obligeant les collectivités à actionner le levier fiscal et, Tartuffe s'il en est, l'Etat accuse ces mêmes collectivités !

Il faut s'attendre à une offensive dure sur ces questions fiscales dans les deux ans qui viennent. Les socialistes devront expliquer sans cesse que c'est bien la responsabilité d'un gouvernement qui s'est privé de 15 milliards d'euros de recettes s'abritant derrière le bouclier fiscal et non celle des collectivités qui, à gauche en Limousin ont eu un large renouvellement de confiance lors des derniers scrutins, preuve s'il en était de la satisfaction de nos électrices et électeurs.

Mais, nous devons rester vigilants et le travail militant ne manquera pas.

Jean-Paul DENANOT

■ Un an...

Voilà un an que Nicolas Sarkozy est passé du Ministère de l'Intérieur au Château de l'Élysée. Sa vie privée n'a déjà plus de secret pour les français, il s'agite, il gesticule, il s'énerve, il se calme, il passe son temps à changer... On peut dire qu'en un an, il aura profité de sa nouvelle vie de château. Il boit du champagne, mais ce sont les français qui trinquent.

En effet, loin des préoccupations élyséennes, nos concitoyens voient inexorablement les prix augmenter. Sarkozy avait promis des baisses d'impôts, il n'y a jamais eu autant de taxes. Il s'était engagé sur le «travailler plus pour gagner plus», les heures supplémentaires sont un échec. L'inflation est au plus haut, le baril de pétrole dépasse les 120 euros, cependant l'Etat n'a pas l'intention d'intervenir pour réguler un temps soit peu cette situation. «L'essence est trop chère ? Faites du vélo !», nous disent certains ministres. Pire, nos gouvernants se permettent d'augmenter les tarifs du gaz, grevant un peu plus le budget des ménages modestes. Cette conjoncture alarmante, les socialistes l'ont vue venir ; ils lui ont même donné un nom : rigueur. Les français, eux, ont bien compris cet enjeu, et nous ont majoritairement accordé leur confiance lors des derniers scrutins des cantonales et des municipales.

Cependant, le gouvernement reste droit dans

ses bottes. Malgré la sanction sévère qu'il vient de subir, il continue son travail de sape et de démantèlement sous couvert d'une soi-disant «modernisation de l'Etat». Ainsi, l'Education Nationale, la Justice, la Santé et même l'Armée subissent des attaques en règle au détriment de l'emploi, de l'économie, du service public et de l'aménagement du territoire, en dévoyant au passage le mot «réforme». Mais il est vrai qu'en se privant de 15 milliards d'euros par an - avec la mise en place du bouclier fiscal pour les français les plus aisés – il est difficile pour le gouvernement de tenir les promesses électorales de celui qui s'est fait passer pour le «Président du pouvoir d'achat». Voilà un an que Nicolas Sarkozy est Président de la République, et les français constatent déjà que son bilan est bien triste. C'est donc à nous, socialistes, de dénoncer les méfaits de la politique injuste que mène le Chef de l'Etat et ses ministres. C'est également à nous, socialistes, de prendre nos responsabilités dans nos collectivités pour développer le lien social que le gouvernement s'attache chaque jour à détricoter. C'est enfin à nous, socialistes, de proposer une alternative crédible, permettant la création et la redistribution de richesses, afin de réduire les inégalités sociales. Ce travail, nous l'effectuons au quotidien, il s'agit de la première condition de nos futures victoires.

Ludovic GERAUDIE

Brèves...

■ Dur dur pour B. KOUCHNER

L'histoire que fait diffuser l'entourage du Président de la République est symptomatique. Un de ses collaborateurs raconte à qui veut l'entendre que lorsque Bernard Kouchner a été sollicité pour entrer au Gouvernement, il aurait tenu à affirmer avec force : «Je garde mes convictions de gauche !» et Sarkozy lui aurait répondu : «Ne t'en fais pas Bernard, ici personne ne te les prendra !» Dur dur d'aller à la soupe !

■ Eurovision : ça ne fonctionne pas en français !

Nouveau psychodrame dans le paysage audiovisuel. La chaîne publique France 3 avait décidé d'envoyer à l'Eurovision le chanteur Sébastien TELLIER, avec sa chanson «Divine». Cela fait beaucoup jaser, car c'est une chanson en anglais et la Ministre de la Culture, M^{me} ALBANEL a beaucoup regretté un tel choix.

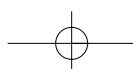
On a donc demandé au chanteur de traduire sa chanson en français, de manière à ce qu'il puisse vraiment représenter notre pays au concours Eurovision.

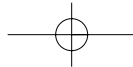
Hélas, les essais de traduction de «Divine» de l'anglais au français n'ont semble-t-il pas fonctionné. A la demande de M^{me} ALBANEL, cependant, quelques expressions françaises ont été introduites dans le texte, ce qui – paraît-il – permet de «sauver la face»...

Comme on le voit, les membres du gouvernement sont omniprésents sur les sujets les plus divers...

■ GEUTIER perspicace

Interrogé par «le Populaire du Centre», GEUTIER explique sa défaite par une ruse qu'aurait utilisé Alain RODET, lequel affirmait pendant la campagne électorale s'attendre à disputer un second tour. Ainsi dit GEUTIER : «mon électorat ne s'est pas mobilisé au premier tour pour se concentrer plus spécialement sur le second» !!!





■ MJS

«Sois jeune et tais toi !»

Presque un an après l'élection de Nicolas Sarkozy, ses attaques répétées contre la jeunesse (et pas seulement) donnent à ce slogan de mai 1968 une certaine actualité ! Franchises médicales, loi d'autonomie des universités (LRU), suppression de critères de bourse, suppression de postes dans l'Education Nationale... sont autant de mesures par lesquelles l'actuel gouvernement s'attaque à la jeunesse.

Comment se fait-il que les jeunes descendent aussi régulièrement dans la rue ? Voici un bon sujet de dissertation sur lequel devrait se pencher le gouvernement et surtout Xavier Darcos actuel ministre de l'Education Nationale qui parle du mouvement social lycéen et professionnel en terme de «trouble modeste».

Le Mouvement des Jeunes socialistes de la Haute Vienne dénonce ces réformes par lesquelles le gouvernement Fillon affiche son absence de confiance en la jeunesse ! Mener une politique nationale sans les jeunes c'est priver de parole toute une génération.

Pour la rentrée 2008, le gouvernement devrait supprimer

11 200 postes d'enseignants dans les collèges et les lycées sans compter les 55 000 postes déjà supprimés depuis 2002. L'académie de Limoges est aussi concernée par cette réforme, à la rentrée prochaine 125 postes devraient être amenés à disparaître.

Face à cela, le Mouvement des Jeunes Socialistes de la Haute Vienne s'oppose à toute suppression de postes et réclame une gestion prévisionnelle des emplois publics dans l'éducation qui prenne en compte les véritables besoins d'un service public efficace et de qualité.

Les réformes de l'Education Nationale doivent aller dans le sens du progrès. Nous portons l'ambition d'une Ecole de la réussite de tous et pour tous et nous exigeons que lui soient octroyés les moyens nécessaires à la réalisation de cette ambition. Défendons notre droit à une éducation de qualité, défendons notre droit à l'avenir.

Céline PUHARRÉ,
Animatrice fédérale du MJS 87.

Hommage à Adrien FRUGIER : 70 ans de militantisme !

Jean-Claude PEYRONNET a souhaité rendre un hommage particulier à notre camarade de la section de Flavignac, en lui remettant les médailles du Sénat et du Conseil général pour sa fidélité à notre mouvement.

Né en 1917, il adhère au PS dès 1938.

Après une carrière de boulanger puis de transporteur routier, il décide à 61 ans de prendre sa retraite. C'était sans compter sur sa disponibilité pour les autres et son investissement associatif. Encore aujourd'hui, il répartit son temps entre le club de 3^e âge, les parties de belote hebdomadaires et le suivi des matchs de foot des équipes locales.

Par ces quelques mots, qu'Adrien soit félicité et remercié par l'ensemble des membres de notre fédération.

Un exemple à suivre...

■ Nécrologie

René BLANCHER, un militant exemplaire.

Il était fier d'aligner ses 53 cartes d'adhésion au parti socialiste.

Cette fidélité sans faille s'alliait à un esprit libre et indépendant ; il n'hésitait jamais à aller à contre-courant. Il a été un homme d'action infatigable : maire adjoint de Bellac pendant 15 ans, militant associatif, correspondant de presse ...

Il est des camarades à qui on a simplement envie de dire : merci.

Jean-Michel DOUMEIX

François BEUZIT

Militant de la première heure, humaniste, généreux et d'une grande discrétion, François nous a quitté à l'âge de 90 ans après 64 ans de fidélité au Parti Socialiste.

Journaliste aux «Voies Nouvelles» de Périgueux pendant la guerre de 39/45, il effectue un grand travail clandestin au profit de l'armée de l'ombre.

Embauché au Populaire du Centre, il bifurque en 1955 vers la politique, pour devenir le plus proche collaborateur de Jean Le Bail en tant que secrétaire particulier et secrétaire administratif de la fédération socialiste de la Haute Vienne.

Fidèle aux idées de Jean Jaurès, il contribue à former ses lec-

teurs, à les diriger naturellement vers les idées socialistes qui ont nourri le terreau fertile de notre région.

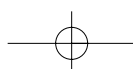
Membre de la section de Panazol, il me disait récemment : «les idées ne déçoivent jamais, mais il faut se méfier des hommes». Voulait-il faire allusion aux dissidents de Panazol ?

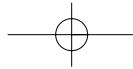
Merci François pour ton militantisme.

Daniel VILLEJOURBERT

Henri DUGENIE

La section de Feytiat vient de perdre un de ses plus anciens militants en la personne de notre camarade Henri DUGENIE. Adhérent du Parti socialiste depuis 1936, année éminemment symbolique dans l'histoire de la gauche, il avait participé à la gestion communale comme adjoint aux travaux jusqu'en 1971. Figure du village du Mas Gauthier, il s'était battu pour la mémoire des vanniers et était le gardien du musée qui préservait la mémoire de cet artisanat qui avait fait les riches heures du hameau. Les socialistes de la commune se souviennent avec nostalgie d'un certain soir, 10 mai 1981, lorsque toute la section était réunie dans son bar, qu'il tenait avec son épouse Alice, pour fêter l'élection de François Mitterrand. En raison de la maladie, il ne pouvait plus participer aux réunions de la section mais il se tenait toujours très attentivement informé de ses travaux.





LIBRES PROPOS • LIBRES PROPOS • LIBRES PROPOS

■ Heures supplémentaires : qui croire ?

Le quotidien France Soir daté du 23 avril publie un article dont le titre, «le franc succès des heures sup», tend à démontrer que cette disposition d'encouragement aux heures supplémentaires connaîtrait un très grand succès.

Mais, quasiment le même jour, le quotidien économique «la Tribune» titre, sur le même sujet, de la façon suivante : «heures sup : faible progression». Le journal économique fait référence aux chiffres communiqués par les URSSAF et l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale, indiquant qu'en réalité cette mesure du «paquet fiscal» ne fait vraiment pas recette...

Conclusion : aux lecteurs de choisir, soit France Soir qui, pour sa énième relance, a besoin sans doute de la publicité des administrations et des ministères, soit la Tribune qui, étant destinée à un public professionnel de cadres et de chefs d'entreprises, préfère certainement s'en tenir aux faits strictement chiffrés...



■ Assurance Maladie : où va-t-on ?

Le directeur de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, Frédéric VAN ROEKEGHEM, s'est fendu d'une conférence de presse pour contredire sa Ministre de tutelle, Mme BACHELOT, ainsi que le Ministre du Budget, qui semblaient indiquer que la Caisse affichait toujours des comptes préoccupants.

Le directeur prend en effet le contre-pied des deux Ministres en indiquant que, depuis quelques années, les dépenses d'assurance maladie ont fortement baissé, à la suite de la maîtrise médicalisée pour inciter les médecins à moins prescrire, des actions en faveur des médicaments génériques, du forfait d'un euro, du parcours de soins, de la baisse des médicaments, de la multiplication des remboursements, etc... Et, pour faire bonne mesure, M. VAN ROEKEGHEM précise que, depuis 2003, les Caisses Primaires d'Assurance Maladie ont réduit leurs effectifs de 9 % ! Dans ces conditions, on se demande ce qu'il faudra faire pour réaliser l'équilibre des comptes, puisque les ministres de tutelle considèrent que l'assurance maladie est encore en position difficile, en dépit du régime drastique imposé à leurs organismes et aux dirigeants de l'Assurance Maladie.



■ Les «grandes oreilles» de Charbonnel

L'Echo du Centre dans un de ses récents numéros fait état d'une déclaration de l'ancien ministre et ancien maire de Brive CHARBONNEL, lequel indiquait qu'en 1973 le CNPF avait financé la campagne des législatives des Socialistes en Haute-Vienne. Deux questions sont posées : d'où vient que CHARBONNEL qui n'a pas remis les pieds en Limousin depuis 13 ans s'intéresse à la Haute-Vienne et que cherche l'Echo du Centre en donnant une telle importance à ses propos ?

En 1973, il y avait trois circonscriptions en Haute-Vienne et donc trois candidats socialistes : Georges SARRE dans la première circonscription, Pierre DESVALOIS dans la seconde et Louis LONGEQUEUE dans la troisième.

Georges SARRE financé par le CNPF, voilà qui serait pittoresque...

Pierre DESVALOIS, nous le savons, sa campagne a été faite avec de tous petits moyens financiers et les militants socialistes se souviennent que ses frais de campagne étaient très faibles par rapport à ceux de Marcel RIGOUT, candidat du PC, élu au second tour grâce au désistement de DESVALOIS.

Quant à Louis LONGEQUEUE, sa campagne s'était résumée à la pose d'une affiche et à deux réunions publiques, l'une à Limoges, l'autre dans le secteur Magnac-Laval - Le Dorat - Châteauponsac, avec son suppléant de l'époque Marcel MOCOEUR.

Ce qui est finalement étonnant c'est que l'Echo du Centre n'ait pas cherché à en savoir plus en interrogeant une personnalité de sensibilité communiste résidant à Limoges dans le quartier Carnot et ayant dirigé plusieurs sociétés, dont l'Office Publicitaire du Centre (implanté alors Place Jourdan non loin du siège de la Fédération Communiste) et qui avait une bonne connaissance des circuits financiers politiques...

Brèves...

■ Impayable Daniel Bouton !

Daniel BOUTON, c'est le Président de la Société Générale. Celui qui a découvert en Janvier dernier que son «trader» Jérôme KERVIEL avait réussi à dissimuler une perte de 4 milliards 900 millions d'euros dans des prises de positions spéculatives...

Le 9 avril dernier Daniel BOUTON a été auditionné par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

Lors de son audition le citoyen BOUTON a déclaré : «dans ce genre d'épreuve, on apprend beaucoup».

A 4,9 milliards d'euros de perte, «l'apprentissage» devient vraiment très coûteux...

■ Toujours BOUTON !

Lors de la même audition le PDG de la Société Générale a été interrogé par les députés socialistes sur les raisons d'un tel sinistre financier quand on sait que pas moins de 130 polytechniciens travaillent dans les salles de marchés de la Banque !

Réponse de BOUTON : «à BNP-Paribas ils en ont 140» !

Commentaire d'un député : «supprimez les ordinateurs et les logiciels financiers ultra-perfectionnés et remplacez les par des Bouliers» !

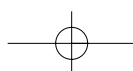
■ Ça va mal finir !

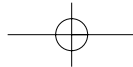
«Ça va mal finir», c'est le titre d'un livre publié par l'ancien «patron» de l'U.D.F. François Léotard.

L'ancien Ministre de la Culture de Chirac et de la Défense de Balladur avoue dès le départ : «j'ai voté Nicolas Sarkozy, mais je dors mal depuis».

Léotard ne mâche pas ses mots, il avoue qu'il est fâché lui, l'ancien Ministre giscardien de s'être fait avoir «comme un bleu». Léotard écrit : «Sarko sur un marché c'est un évangéliste américain, explique-t-il. Vous l'écoutez et vous repartez avec le sèche salade électrique, le taille crayon musical, la gomme magique, la machine à couper les poils du nez et une invitation à la Star Académie...» Et Léotard poursuit : «prétendre diminuer à la fois la dette et l'impôt tient du mensonge» !!

La couverture du magazine «Marianne» de ces derniers jours fait apparaître un titre «Putain, encore 4 ans». Ce que les gens de «Marianne» ont peut-être eu du mal à réaliser, c'est qu'au rythme actuel, ça ne tiendra pas 4 ans...





CALENDRIER DU CONGRES DU PARTI

Le calendrier comporte deux phases :

- La première a débuté le 26 mars et se poursuit jusqu'au 14 juin 2008. Elle consiste en la poursuite du travail de rénovation engagée au lendemain de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2007. Cette phase est consacrée à l'élaboration et à l'adoption de la nouvelle déclaration de principes du Parti socialiste et à l'élaboration et à l'adoption des modifications de son fonctionnement et du cadre de notre vie collective. Face à la politique gouvernementale, cette phase visera aussi à l'élaboration de réponses concrètes aux difficultés de nos concitoyens et à la définition des relations, notamment financières, entre l'Etat et les collectivités territoriales. Cette première étape s'achèvera le samedi 14 juin 2008 à l'occasion d'une convention nationale.
- La seconde phase du calendrier débutera le samedi 25 juin 2008 et s'achèvera le samedi 15 novembre 2008 ; il s'agit du calendrier de notre congrès ordinaire.

■ Calendrier de la convention nationale portant sur la déclaration de principe et les modifications statutaires préconisées par la commission nationale de la rénovation

- Jeudi 29 mai 2008 : Vote dans les sections sur la déclaration de principe et les propositions de modifications statutaires (peuvent participer au vote les adhérents ayant rempli un bulletin d'adhésion avant le 1^{er} janvier 2008)
- Vendredi 6 juin 2008 : Convention fédérale - Salle Blanqui à Limoges
- Samedi 14 juin 2008 : Convention nationale.

■ Calendrier du congrès ordinaire du Parti (I)


- Du 16 juin au 27 juin : validation du corps électoral du congrès par le Bureau National des Adhésions.
- Lundi 7 juillet 2008 : date limite d'arrivée des contributions chez les militants et débat sur les contributions.
- Vendredi 29, samedi 30 et dimanche 31 août 2008 : Université d'été de La Rochelle.
- Samedi 13 septembre 2008 : Conseil National de synthèse
- Lundi 22 septembre 2008 : Date limite d'arrivée des motions chez les militants
- Jeudi 23 octobre 2008 : Vote dans les sections sur les motions (peuvent participer au vote les adhérents ayant rempli un bulletin d'adhésion avant le 1^{er} avril 2008)
- Du vendredi 24 octobre au dimanche 26 octobre : congrès fédéraux
- Du vendredi 14 novembre au dimanche 16 novembre : congrès national à Reims
- Jeudi 20 novembre : Vote sur le 1^{er} secrétaire
- Vendredi 21 novembre : second tour éventuel
- Samedi 22 novembre : Conseil national : désignation du Bureau National et du Secrétariat National

(I) : Dates connues à ce jour et susceptibles d'être modifiées par le Bureau National du P.S.

RAPPEL : Pourront prendre part aux votes concernant ce Congrès :

Tout nouvel adhérent dont l'adhésion a été enregistrée à la Fédération au plus tard le 31 mars 2008.

Tout adhérent à jour de ses cotisations au moment du vote (pour les élus, de l'ensemble des cotisations d'adhérent et d'élus).



Inscrivez-vous à la
lettre d'info quotidienne

Votre email

Je m'abonne

INSCRIVEZ-VOUS À LA LETTRE D'INFO QUOTIDIENNE

Recevez tous les jours des reportages, des analyses, des dialogues avec des politiques, des portraits de blogueurs et des interviews, ainsi que différentes rubriques multimédias, photos, vidéos et sons.

Pour s'inscrire et recevoir dans sa boîte aux lettres électronique, toute l'actu, aller à l'adresse: <http://www.parti-socialiste.fr>

Brèves...

■ Emploi des seniors : faites ce que je dis, pas ce que je fais.

La Ministre de l'Economie, M^{me} LAGARDE, s'engage avec son collègue Ministre du Travail, dans une promotion sans retenue pour l'emploi des seniors. On nous explique ainsi que le départ trop précoce d'un senior est une perte pour l'entreprise, une baisse de productivité, favorise l'absentéisme et appauvrit l'expérience... Soit, mais, dans le même temps, le même gouvernement se positionne pour dire que, dorénavant, dans la fonction publique, il ne faudra remplacer qu'un départ à la retraite sur deux, voire sur trois. Conclusion : qui faut-il croire ? La Ministre des Finances qui fait l'apologie du maintien en activité des seniors, ou les Ministres du Budget et de la Fonction Publique, qui considèrent qu'il faut au contraire favoriser par tous les moyens les départs non remplacés dans la Fonction Publique ?

■ Le «Syndrome chilien»

Imaginons le contexte économique et politique actuel avec un Gouvernement présidé par un homme politique de gauche. On devine l'importance du mouvement social et la révolte d'un grand nombre de catégories professionnelles, avec un pétrole qui dépasse les 120 dollars le baril, une inflation des prix alimentaires jamais vue depuis 30 ans, un déficit de notre commerce extérieur record, une situation agricole (notamment chez les éleveurs) particulièrement déprimée, des suppressions d'emplois et des licenciements dans l'industrie, les services, avec des mesures de purges budgétaires colossales, avec la mise à mal de notre Défense Nationale, notamment dans sa composante «armée de terre», avec la modification des règles des implantations commerciales qui risquent d'achever complètement le commerce indépendant...

On est à peu près sûr du sort qui attendrait les responsables politiques de gauche, lequel serait sans doute comparable à celui de Salvador ALLENDE en septembre 1973 à Santiago du Chili...

